L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue TRUDEAU DE CHARTRES.

ENTRE LES ORLEANS.

MARDI MATIN, 26 FEVRIER.

Suite de la Première Page.

un shérif et un coroner auront dîné tous les deux aux dépens d'Orléans, etc.

Déposé sur le bureau.

Mr Warmoth, de Plaquemines, dit que si le but de cet amendement est de n'avoir qu'un shérif civil et criminel pour la paroisse d'Orléans, il n'y apperçoit de tout son pouvoir, parce qu'il croit qu'il faut deux shérifs, un shérif civil et un shérif criminel pour la paroisse d'Orléans.

Mr Hill demande si dans la ville de New York, il n'y a pas un seul shérif.

M. Warmoth répond qu'il en voit qu'il n'y a qu'un shérif pour la ville de New-York, mais que c'est un monopole odieux qui rapporte 150 ou 200 mille piastres par an, le shérif se servant d'une partie de cet énorme montant pour contrôler la politique de la ville.

Sur l'adoption de l'amendement constitutionnel de M. Hill, le vote est comme suit:

Oui—Trente-quatre.

Non—Soixante-sept.

L'amendement est rejeté.

L'amendement constitutionnel No. 16, qui retire au gouverneur le droit de désigner les remplissants des fonctionnaires publics dans les différentes paroisses de l'Etat, la paroisse d'Orléans comprise, en cas de vacance pour cause de mort, de démission, etc., est pris en considération.

Sur l'adoption, le vote est comme suit:

Oui—67.

Non—31.

L'amendement est rejeté faute d'une majorité des deux tiers.

Mr Singleton, de St. Landry, propose comme amendement à la quatrième section de la Constitution, qu'aucun électeur ne pourra exercer le droit de suffrage, s'il n'a pas résidé une année dans l'Etat et trois mois dans la paroisse où a lieu l'élection.

Sur l'adoption de la résolution le vote est comme suit:

Oui—70.

Non—68.

L'amendement est rejeté faute d'une majorité des deux tiers.

Mr Lyons, d'Est Féliciana propose ce qui suit, comme amendement constitutionnel supplémentaire.

Amendement No 20—Après le 1er janvier 1880 la ville de Baton Rouge deviendra la capitale de l'Etat et le capitole ne pourra être transférés à une autre ville qu'avec le consentement des deux-tiers des membres de l'assemblée générale.

Mr. Raby, de Natchitoches, soutient comme amendement à substituer la ville de Natchitoches à la ville de Baton Rouge.

Déposé sur le bureau.

Mr Lewis, de Natchitoches, propose comme amendement de substituer la ville de Shreveport à la ville de Baton Rouge.

Déposé sur le bureau.

Mr Delacy, de Rapides, propose de substituer Pineville à Baton Rouge.

Déposé sur le bureau.

Mr D'Avy, de St-Landry, propose de substituer la ville de Washington à la ville de Baton Rouge.

Déposé sur le bureau.

Sur l'adoption le vote est comme suit:

Oui—65.

Non—45.

L'amendement est rejeté faute d'une majorité des deux tiers.

Mr Dinkgrave, de Madison, propose ce qui suit comme amendement constitutionnel:

"Tous biens mobiliers, portraits de famille, vêtements, etc., dont la valeur sera moindre de cinq cents piastres pourront être exemptés de la taxation par la Législature."

Sur l'adoption de l'amendement le vote est comme suit:

Oui—Cent cinq.

Non—Cinq.

L'amendement ayant obtenu une majorité de plus des deux tiers des votes est finalement adopté.

L'ORDRE DU JOUR POUR TROIS HEURES.

Le bill autorisant le jury de police de chaque paroisse, dans laquelle une dette a été créée avant le 1er janvier 1877, à faire une enquête relativement à la nature de cette dette, est renvoyé à samedi prochain.

SUITE DES AMENDEMENTS CONSTITUTIONNELS.

Mr Leonard, de Caddo, présente plusieurs amendements constitutionnels:

Le premier est comme suit:

Aucun emploi public nouveau ne pourra être créé que par le consentement des deux tiers des membres de l'assemblée générale et tous les emplois rapportant un salaire ou des appointements au dessus de $500 seront électifs.

Déposé sur le bureau.

Le second est ainsi conçu:

"Supprimez de l'article 3 de la Constitution la clause qui déclare que le peuple de la Louisiane doit allégeance aux Etats Unis aussi bien qu'à l'Etat."

Sur l'adoption le vote est comme suit:

Oui.—71.

Non.—37.

L'amendement est rejeté faute d'une majorité des deux tiers.

M. Leonard, propose aussi un amendement à l'article 63 de la Constitution.

Sur motion de M. Warmoth, de Plaquemines, toute considération des amendements constitutionnels est renvoyée pour le moment.

Le bill No 178, relatif à une émission de Bons en faveur du chemin de fer au profit du Pacifique est appelé, mais pendant le débat la séance est levée jusqu'à sept heures du soir.

SÉANCE DU SOIR.

La Chambre est appelée à l'ordre à sept heures par l'Orateur Bush, qui déclare un quorum présent.

Le bill autorisant une émission de Bons en faveur du chemin de fer Algerath's Orléans, Texas et Pacifique, dont Mr Wheelock a conçu le projet, est pris en considération.

Ce bill revient, comme on sait, du comité judiciaire avec un rapport de majorité favorable.

Mr Jonas, président du comité judiciaire, qui a signé le rapport de majorité, prend la parole pour soutenir le bill, en énumérant tous les avantages que l'on peut tirer d'un chemin de fer qui mettrait la Nouvelle Orléans en communication directe avec les différentes régions du Texas et la côte du Pacifique.

Mr Billieu, de Lafourche, membre du comité judiciaire, qui a signé un rapport de minorité défavorable au bill, répond aux arguments de Mr Jones. Il dit que tout en désirant autant que qui que ce soit de voir établir un chemin de fer entre le Texas et la côte du Pacifique à la Louisiane, il croit qu'il est de son devoir de respecter la constitution et les amendements à la constitution de l'Etat, qui ne permettaient pas de créer une dette nouvelle même en bénéfice d'un chemin aussi important que celui du Texas et Pacifique.

S'il y avait deux millions dans les coffres de l'Etat dit Mr Billieu, je voterai de grand cœur pour qu'on les accordât au chemin de fer du Pas Nçe.

Dans les circonstances actuelles, cependant, il votera contre le bill.

M. Voorhies, d'Orléans, est appelé au fauteuil et l'orateur Bush prend la parole pour s'opposer au bill.

Il déclare que la Législature ne peut pas passer ce bill sans une violation flagrante de l'amendement constitutionnel adopté en 1876, qui dit que l'Etat ne pourra pas assumer une nouvelle dette en dehors des quinze millions de Bons consolidés en vertu de la convertir par le Bureau de Liquidation.

M. Young, de Claiborne, membre du comité judiciaire, qui a signé le rapport de majorité, soutient le bill, en disant que la Constitution ne les empêche nullement constitutionnels ne s'opposent en aucune façon à l'émission de ces deux millions de Bons en faveur du chemin.

Il parle ensuite des avantages du chemin et dit qu'aussitôt qu'il sera établi le prix de la viande de boucherie sera réduit de quatre sous par livre, etc.

Mr Lyons, d'Est Féliciana, membre du comité judiciaire, qui a signé le rapport de minorité, parle en opposition au bill, en se servant des mêmes arguments en substance que ceux dont l'orateur Bush et Mr Billieu se sont servis.

Mr Washburn, de Morehouse, dit qu'il était venu ce soir à la Chambre avec l'intention de voter pour le bill, mais après considération, il est arrivé à la conclusion que les amendements constitutionnels s'opposent formellement à l'émission de ces deux millions de Bons. Il propose donc comme amendement de substituer sept cent cinquante mille piastres à deux millions, afin de se conformer à la limite fixée par l'amendement constitutionnel.

Une motion ayant été faite de renvoyer le bill indéfiniment, Mr Kidd, de Jackson, fait la motion de déposer sur le bureau.

Les oui et les non ayant été demandés le vote est comme suit:

Oui—65.

Non—44.

La Chambre refuse de renvoyer indéfiniment.

La première section du bill est lue.

Mr Washburn, de Morehouse, propose comme amendement, de substituer la somme de sept cent cinquante mille piastres à la somme de deux millions.

Déposé sur le bureau.

Mr Ryland, de Féliciana, propose comme amendement qu'à l'élection qui sera liée au mois de novembre prochain, la question de cette émission de Bons soit soumise au peuple.

Mr Ryland dit que tous ceux qui ne sont opposés au bill ont déclaré que leur opposition était basée sur un amendement constitutionnel. Cependant il (mr) il entend prononcer, par principe, contre l'adoption de ce bill. Je voudrais, dit-il, que l'Etat fut allégeant par des chemins de fer, mais je suis opposé à ce que la Législature actuelle enlève l'exemple à une législature radicale, en votant des Bons pour des chemins de fer. Si vous votez aujourd'hui deux millions de dollars et qu'un Pacifique, il sera nécessaire d'en voter demandez 20 des millions pour un autre chemin de fer, et ainsi de suite. De cette façon vous aurez établi un précédent dangereux et vous engagerez tôt ou plus tard par les mêmes motifs, la dette créée par les amendements constitutionnels.

Sur la motion de déposer sur le bureau la section de M. Ryland, le vote est comme suit:

Oui—8 séance ordinaire.

Non—Le reste.

La négative ordonné.

A cet moment, motion est faite d'ajourner, mais la négative prévaut par le

Ce bill stipule qu'une assemblée de notables élira un prince souverain de Bulgarie, la nomination devant être soumise à la sanction de la Porte et des puissances européennes.

Le tribut de la Bulgarie à la Porte sera égal à ses revenus nets de la province.

Une commission russe surveillera le gouvernement bulgare pendant deux ans, et 50,000 hommes de troupes occuperont la principauté pendant le même laps de temps.

Une des conditions imposées à la Porte est la cession d'Antivari et de Dulcigunia avec leurs territoires au Monténégro.

La Russie se réserve la faculté de céder à la Roumanie le Dobrutcha en échange de la Bessarabie.

La Russie obtiendra des cessions de territoire, et la Servie recevra Trovitana Nish; le passage des Détroits est interdit aux navires de guerre, excepté dans des cas spéciaux. Le passage sera absolument libre à la marine marchande, même en temps de guerre. La Turquie paiera 1,400,000,000 de roubles, et pour garantir cette somme elle cèdera Batoum, Bayazid, Ardahan et les territoires adjacents.

La Turquie paiera encore 60 millions de livres sterling en bons; et pour en garantir l'intérêt et l'amortissement elle donnera le tribut de la Bulgarie et celui de l'Egypte, avec les revenus des mines d'Anatolie et d'Irlande.

La Turquie paiera immédiatement dix millions de roubles pour indemniser les résidents russes à Constantinople.

La Turquie remboursera les capitaux russes placés dans les bons turcs; elle devra encore payer les frais de l'entretien des prisonniers de guerre et ceux de la réoccupation de la branche méridionale du chemin de fer Ruschuk.

On croit maintenant que la Russie acceptera quatre sanjacats au lieu des six qu'elle avait primitivement demandés.

Le Standard publie la dépêche suivante de Constantinople:

La Bulgarie aura les ports de Rodosto et d'Aorakia. Les Russes rejoindront leurs positions actuelles jusqu'à ce que l'indemnité soit payée.

Le protocole de paix sera signé lundi à San Stefano et les ratifications échangées à Constantinople deux jours après.

Constantinople, 24—Le grand duc Nicholas accompagné d'un détachement de troupes et de plénipotentiaires turcs est arrivé à San Stefano.

Reouf et Achmet Ali Pacha y sont allés de concert avec lui.

LE REPRÉSENTANT ANGLAIS A LA CONFÉRENCE.

Londres, 24—Le Post annonce officiellement que Lord Lyons a été nommé plénipotentiaire de l'Angleterre à la Conférence.

L'AUTRICHE SE PRÉPARE A TOUT ÉVÉNEMENT.

Vienne, 24—Un conseil mixte des ministres de Hongrie et de ceux d'Autriche s'est réuni sous la présidence de l'empereur.

Le comte Andrassy a dit qu'il désirait un vote de confiance et un vote de crédit destiné à des dépenses militaires, pour appuyer les vues de l'Autriche à la conférence, car quelques unes des conditions de la Russie, notamment celle qui lui accorde le droit d'occuper la Bulgarie comme garantie de l'indemnité, est inadmissible.

Le ministère a autorisé le comte Andrassy à demander à la délégation un crédit qui ne dépassera pas soixante millions de florins. Le comte Andrassy est l'empereur ont donné un consentement de qu'ils désirent ardemment la paix.

DÉMENTI.

Constantinople, 24—On dément le bruit d'après lequel les cuirassés anglais se seraient retirés à l'île des Princes. Ils sont les mouvements des équipages qu'on exerce qui y ont donné lieu.

LE PRINCE MILAN RÉSISTE A LA RUSSIE.

Belgrade, 24.—Les Russes ont occupé Pirot et Lom Palonaka. Les Serbes se sont retirés sur Nish. Le prince Milan a envoyé au grand-duc Nicolas une protestation contre l'occupation. Les Russes continuent d'avancer. Le prince Milan reste à Nish avec des forces importantes; il affirme qu'il refusera d'évacuer cette place.

CESSION D'UNE STATION NAVALE A LA RUSSIE.

Londres, 24.—Le Times publie une dépêche spéciale de Vienne en date du 24 et portant que la nouvelle de la cession par la Turquie d'une station navale à la Russie prend de la consistance.

On parle de la baie de Berkos ou de l'île de Marmara.

ESCORTE RESPECTABLE.

Les hommes des Russes qui escortent le Grand Duc Nicolas à San Stefano est estimé à 10,000 hommes. On peut regarder comme établi que ce n'est là qu'un pas dans le plan arrêté d'une entrée à Constantinople.

BONIÉ DU CZAR.

Londres, 24—Le Times publie une dépêche de Pera, en date de dimanche et ainsi conçue:

Afin d'avoir toute la Porte de ses efforts infructueux pour rapprocher la flotte anglaise des Dardanelles, le czar a consenti à ce que les Russes n'allassent pas plus loin qu'Constantinople que San Stefano, mais en même temps, il a informé la Porte qu'il avait eu beaucoup de difficultés à empêcher le grand duc Nicolas de marcher en vainqueur sur Constantinople.

Les Russes vont à San Stefano comme ils l'ont dit sans être précisément invités par le sultan, et sans avoir obtenu son consentement.

Le grand duc Nicolai sera probablement ici par le premier à entrer dans Stamboul avec une escorte militaire.

On s'attend à voir la paix signée demain lundi; car les Turcs acceptent toutes les conditions excepté deux: la reddition immédiate de leurs cuirassés, et le paiement à la Russie de dix millions de roubles comptant et de 6 millions de livres sterling en bons.

LES RUSSES A SAN STEFANO.

Constantinople, 24.—Un régiment, un détachement de Cosaques et une compagnie d'artillerie, débarqués pour escorter le grand-duc Nicolas, sont rentrés à San Stefano, dimanche. Une division russe se trouve entre Kutschuk Chekmedjé et San Stefano. Il est probable que la paix sera définitivement signée aujourd'hui.

L'OPINION A ST. PETERSBOURG.

Londres, 25—Le Times donne un nouvelle édition publie la dépêche suivante que lui envoie son correspondant à St. Pétersbourg.

Il règne ici aujourd'hui beaucoup d'allégresse.

Le ministre s'est rendu avec l'Angleterre au sujet des détroits, et la présence de la flotte anglaise dans la mer de Marmara sont regardés comme un moyen d'exercer une pression sur les négociations officielles. J'ai des raisons de croire qu'on n'a pas actuellement l'intention d'occuper Constantinople.

QUESTIONS SOUMISES A LA CONFÉRENCE.

Paris, 25—On affirme que la question de la cession du territoire à la Russie en Asie, celle de l'indemnité et les garanties de la paix seront soumises par elle aux Etats qui ont accepté des délibérations de la Conférence.

LA SIGNATURE DE LA PAIX.

Londres, 25—Le Times publie une dépêche de Pera portant que la Russie demande que la paix soit signée avant le 3 mars, et que sous les conditions exigées par la Russie dans le débat Pera en avec la Roumanie dans le débat Pera en avec la Serbie, mais le chiffre de dix mille est cette probable.

On a envoyé Saleiman Pacha à St Jean d'Acre sans logement, et il est probable qu'il disparaîtra au châtiment qu'il mérite.

PRÉCAUTIONS DE LA FLOTTE ANGLAISE.

L'amiral Commanet qui commande la division de la flotte anglaise rendue à Besika Bay a pendant les hôtes de deux dépêches officielles en sorte que toute chance sérieuse balayer le passage d'une rive à l'autre; il y a des bateaux en vedettes la nuit pour empêcher qu'on se passe des torpilles.

DISPOSITIONS DE L'AUTRICHE.

Londres, 25—Le Times publie une dépêche spéciale de Vienne où il est dit que le ministère et les délégués hongrois votent facilement le crédit demandé par le comte Andrassy, premier ministre de l'Autriche Hongrie; mais les autrichiens sont généralement probablement une forte opposition de part et dans le Reichstadte autrichien et dans les délégations pour la paix à tout prix. Toutefois ils pourront être délogés de leurs positions par la nécessité du salut personnel.

S'il était avéré tout d'abord que l'Autriche en aucun cas ne résisterait à ce qui s'est qu'il a bien des projets de chemin de fer, qui ont coûté des millions à l'Etat, sans que ces chemins aient jamais existé, que dans l'imagination de ceux qui s'approprièrent les fonds votés avec tant d'imprudence.

Mr Hill propose donc de supprimer la quatrième section qui accorde dix milles piastres par mille au chemin dit du Pacifique.

Déposé sur le bureau.

La quatrième section est adoptée.

Mr Ryland propose comme amendement à la cinquième section que le gouverneur exigera un tableau des travaux du chemin tous les trois mois.

Déposé sur le bureau.

La cinquième section est alors adoptée ainsi que la sixième.

Le bill est déclaré grossoyé et mis à l'ordre du jour pour mardi à midi.

La Chambre s'ajourne ensuite jusqu'au lendemain à onze heures.

AFFAIRES D'ORIENT.

LES CONDITIONS DE PAIX.

Londres, 24 fév—L'agence Reuter publie un télégramme de Constantinople en date de ce matin, qui dit que les dernières conditions de paix imposées par la Russie. Cette dépêche confirme pleinement les informations venues de Vienne et publiées par le Times et hier sur les limites projetées de la Bulgarie qui renfermera le pays compris entre le Danube et les Balkans, et une partie de la Roumélie jusqu'entre la mer Noire et la Servie, un tribut de Sofia, Philippopolis, une grande partie de la Thrace et de la Macédoine, et toute la vallée de la Maritza, excepté Andrinople.

Il est stipulé